

## COMPTE RENDU DE LA RÉUNION PRÉPARATOIRE DE LA CNUDD POUR LA RÉGION ARABE: 16 AU 17 OCTOBRE 2011

La réunion préparatoire à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD ou Rio+20) pour la région arabe s'est tenue les 16 et 17 octobre 2011 au Siège de la Ligue des États arabes, au Caire, en Égypte. La réunion était organisée par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), la Ligue des États arabes et le Programme des Nations Unies pour l'environnement/Bureau régional pour l'Asie occidentale. La réunion avait pour but d'apporter un soutien aux préparatifs en vue de Rio+20, en offrant un forum pour délibérer et atteindre le consensus sur un ensemble consolidé de questions et de priorités reflétant la vision arabe sur les objectifs et les thèmes à aborder lors de la Conférence de Rio+20. Un atelier régional de renforcement des capacités pour les Grands groupes s'est tenu le 15 octobre 2011.

Environ 100 participants, incluant des représentants des gouvernements, des organisations internationales et régionales, et des Grands groupes, ont assisté à la réunion. Le Dimanche 16 octobre, les participants ont entendu des déclarations liminaires et les sessions ont été organisées autour des thèmes suivants: l'évaluation des progrès accomplis jusqu'à maintenant et des lacunes à combler au niveau de la mise en œuvre des résultats issus des grands sommets relatifs au développement durable; l'identification des questions nouvelles et émergentes affectant les progrès vers le développement durable dans la région; et le cadre institutionnel du développement durable (CIDD).

Le lundi 17 octobre, une session a été organisée sur les opportunités relatives à l'économie verte et les défis auxquels la région est confrontée dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté. Une autre session s'est tenue sur la question d'obtenir un engagement politique renouvelé pour le développement durable, incluant un panel de discussion de la société civile et un panel d'experts. Un petit groupe de rédaction s'est réuni l'après-midi pour discuter des recommandations de la Conférence, qui ont ensuite été présentées à la séance plénière pour être examinées. À la suite de discussions prolongées, les recommandations ont été approuvées.

Cette réunion s'est tenue dans le contexte des changements récents vécus dans la région arabe, qui ont généré des espoirs de progrès et de développement. Certains ont vu cette situation comme une occasion de profiter de l'élan pour créer de nouvelles formes de discussion et de participation. D'autres, cependant, pensent que certains des changements de gouvernements pourraient avoir gêné la préparation à cette réunion régionale, et d'autres encore ont exprimé des inquiétudes concernant le manque de communication au sein et entre les ministères sur les diverses questions.

### DANS CE NUMÉRO

Bref historique des Conférences environnementales des Nations Unies .....	2
Compte rendu de la Réunion .....	4
Session 1: Evaluer les progrès accomplis jusqu'à maintenant et les lacunes à combler dans la mise en oeuvre des résultats issus des grands sommets relatifs au développement durable .....	4
Session 2: Défis nouveaux et émergents confrontés par la région arabe .....	5
Session 3: Le cadre institutionnel du développement durable .....	6
Session 4: Une économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté. ....	7
Session 5: Obtenir des engagements politiques renouvelés pour le développement durable .....	9
Session 6: Recommandations et clôture .....	10
Recommandations de la Réunion préparatoire arabe ..	11
Réunions à venir .....	12
Glossaire .....	13

Les Grands groupes se sont engagés activement et avec éloquence dans cette réunion, d'une façon sans précédent pour les processus régionaux des Nations Unies, selon certains délégués, qui ont été étonnés du niveau de participation. La Jeunesse arabe a prononcé la première déclaration liminaire et les Grands groupes sont intervenus pendant toutes les sessions.

Concernant l'économie verte, les délégués ont souligné l'absence d'une définition universelle et ont convenu de considérer l'économie verte comme un outil pour le développement durable plutôt que comme un nouveau principe qui viendrait le remplacer. Quelques participants ont soulevé des inquiétudes concernant le fait que le concept d'économie verte pourrait ajouter des contraintes au développement ou des exigences socio-économiques à leurs pays, et les recommandations de cette réunion décrivent les conditions de l'utilisation de tout concept éventuel relatif à l'économie verte. D'autres ont souligné les opportunités économiques et sociales d'une transition vers l'économie verte. Ils se sont référés aux diverses activités bénéfiques actuelles qui peuvent être considérées comme une partie de, ou contribuant à, cette transition, telle que la création de villes à faible émission de carbone.

Au cours de la conférence, les participants ont souligné le besoin d'équilibre concernant les trois piliers du développement durable. Bon nombre de délégués ont noté que sa dimension sociale requiert plus d'attention et ont averti que Rio+20 ne devrait pas seulement se concentrer sur les problèmes environnementaux. Quelques participants ont également lié l'absence de progrès sociaux aux tensions politiques actuelles dans divers États arabes, soutenant que la persistance du chômage et de la pauvreté, en dépit de la croissance économique, démontre que les modèles actuels ne sont pas efficaces.

Concernant le CIDD, bon nombre de délégués ont présenté leurs expériences nationales, certains expliquant, par exemple, qu'ils ont établi ou sont en cours d'établir des conseils nationaux de développement durable. Certains délégués ont indiqué qu'ils ne pourraient pas discuter de façon intégrale des options internationales, jusqu'à ce que les propositions et leurs implications financières soient entièrement étoffées.

Les recommandations de cette réunion seront soumises au Comité préparatoire en vue de Rio+20, qui reçoit des contributions pour le document de compilation jusqu'au 1er novembre 2011.

## BREF HISTORIQUE DES CONFÉRENCES ENVIRONNEMENTALES DES NATIONS UNIES

La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD ou Rio+20) marquera le 40<sup>e</sup> anniversaire de la première grande conférence politique internationale comportant spécifiquement le mot «environnement» dans son titre. La CNUDD cherche à obtenir des engagements politiques renouvelés en faveur du développement durable, à évaluer les progrès et les lacunes dans la mise en œuvre des engagements déjà convenus et à relever les défis nouveaux et émergents. La Conférence se concentre notamment à discuter et à affiner, au cours du processus préparatoire, les thèmes suivants: une économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté et le cadre institutionnel du développement durable (CIDD).

## CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR

**L'ENVIRONNEMENT HUMAIN:** La CNUEH s'est tenue à Stockholm, en Suède, du 5 au 16 juin 1972, et a produit trois grands ensembles de décisions. Le premier ensemble fut la Déclaration de Stockholm. Le deuxième fut le Plan d'action de Stockholm, composé de 109 recommandations en matière de mesures internationales pour lutter contre la dégradation de l'environnement à l'intention des gouvernements et des organisations internationales. Le troisième ensemble de décisions fut un groupe de cinq résolutions demandant: une interdiction des essais d'armes nucléaires; la création d'une banque de données internationale sur les données environnementales; l'examen des actions liées au développement et à l'environnement; la création d'un Fonds pour l'environnement; et l'établissement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), en tant que noyau central de la coopération environnementale mondiale et de l'établissement de traités.

## COMMISSION MONDIALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT:

En 1983, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de créer une commission indépendante pour formuler un programme d'action à long terme. Au cours des trois années suivantes, la Commission — plus communément connue sous le nom de la Commission Brundtland, d'après le nom de son Président, Gro Harlem Brundtland — a tenu des audiences publiques et a examiné les questions. Son rapport, *Notre avenir à tous*, publié en 1987, a souligné la nécessité de stratégies de développement dans tous les pays qui ont reconnu les limites de la capacité de l'écosystème à se régénérer et à absorber les déchets. La Commission a souligné le lien entre le développement économique et les questions environnementales, et a identifié l'éradication de la pauvreté comme condition nécessaire et fondamentale à un développement écologiquement durable.

## CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR

**L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT:** La CNUED, également connue comme le «Sommet de la terre,» s'est tenue du 3 au 14 juin 1992, et a vu la participation de plus de 100 chefs d'État et de gouvernement, les représentants de 178 pays, et quelque 17 000 participants. Les principaux résultats de la CNUED ont été la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, Action 21 (un programme d'action composé de 40 chapitres), et la Déclaration de principes sur les forêts. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention sur la diversité biologique ont également été ouvertes à la signature lors du Sommet de la terre. Action 21 a appelé à la création d'une Commission sur le développement durable (CDD), en tant que commission fonctionnelle du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), pour assurer le suivi efficace de la CNUED, pour améliorer la coopération internationale, et pour examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre d'Action 21 aux niveaux local, national, régional et international.

**SEAGNU-19:** La 19<sup>e</sup> session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (SEAGNU-19), consacrée à la Revue et l'évaluation globale d'Action 21 (23-27 juin 1997, New York), a adopté le Programme de la suite de la mise en application d'Action 21. Elle a évalué les progrès accomplis depuis la CNUED et a examiné la mise en œuvre.

**SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE:** Le sommet mondial pour le développement durable (SMDD) s'est réuni du 26 août au 4 septembre 2002,

à Johannesburg, en Afrique du Sud. L'objectif du SMDD, conformément à la Résolution 55/199 de l'AGNU, était d'organiser une évaluation décennale de la CNUED, au niveau du Sommet, aux fins de renouveler l'engagement mondial en faveur du développement durable. Le SMDD a rassemblé plus de 21 000 participants provenant de 191 gouvernements, d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales, du secteur privé, de la société civile, des universités et de la communauté scientifique. Le SMDD a négocié et adopté deux principaux documents: Le Plan de mise en œuvre de Johannesburg (PME) et la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable.

Le PME est conçu comme un cadre d'action visant à mettre en œuvre les engagements initialement convenus lors de la CNUED et comprend onze chapitres portant sur: l'éradication de la pauvreté; la consommation et la production; la base des ressources naturelles; la santé; les petits États insulaires en développement (PEID); l'Afrique; les autres initiatives régionales; les moyens de mise en œuvre; et le cadre institutionnel. La Déclaration de Johannesburg décrit le chemin parcouru depuis la CNUED jusqu'au SMDD, met en exergue les défis, exprime un engagement en faveur du développement durable, souligne l'importance du multilatéralisme et met l'accent sur la nécessité de mise en œuvre.

**64<sup>e</sup> SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES:** Le 24 décembre 2009, l'UNGA a adopté la Résolution 64/236, convenant de l'organisation de la CNUDD en 2012 au Brésil et de la tenue de trois réunions du Comité préparatoire (PrepCom) avant la CNUDD. Le 14 mai 2010, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a annoncé la désignation du Sous-Secrétaire général aux Affaires économiques et sociales des Nations Unies, Sha Zukang, en tant que Secrétaire général de la Conférence. Le Secrétaire général des Nations Unies a ensuite nommé Brice Lalonde (France) et Elizabeth Thompson (Barbade) en tant que Coordonnateurs exécutifs.

**PREPCOM I DE LA CNUDD:** La première session du Comité préparatoire de la CNUDD s'est tenue du 17 au 19 mai 2010, au Siège des Nations Unies à New York. Le PrepCom a abordé les questions de fond et de procédure. En ce qui concerne le fond, les délégués ont évalué les progrès réalisés et les lacunes à combler dans la mise en œuvre des résultats issus des grands sommets relatifs au développement durable. Ils ont également discuté des défis nouveaux et émergents, d'une économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté, et du CIDD. En ce qui concerne les aspects de procédure, les participants se sont réunis dans des groupes de contact pour organiser leur travail au cours de la période allant jusqu'en 2012, et pour examiner le règlement intérieur de la CNUDD.

**PREMIÈRE RÉUNION INTERSESSIONS DE LA CNUDD:** La première Réunion intersessions de la CNUDD de 2012 s'est tenue les 10 et 11 janvier 2011, au Siège des Nations Unies à New York. Au cours de la réunion, les délégués ont entendu un résumé des conclusions du Rapport de synthèse faisant état des efforts visant à obtenir des engagements politiques renouvelés en faveur du développement durable, en vue d'évaluer les progrès accomplis jusqu'à maintenant et les lacunes dans la mise en œuvre des résultats issus des grands

sommets relatifs au développement durable et relever les défis nouveaux et émergents. Des discussions en panels ont également porté sur l'économie verte dans le cadre du développement durable et de l'éradication de la pauvreté, et le CIDD.

**PREPCOM II DE LA CNUDD:** La deuxième session du PrepCom de la CNUDD s'est tenue les 7 et 8 mars 2011, au Siège des Nations Unies à New York. Les délégués ont discuté des progrès réalisés jusqu'ici et des lacunes à combler dans la mise en œuvre des résultats issus des grands sommets relatifs au développement durable, abordé les défis nouveaux et émergents, discuté de la portée d'une économie verte et de l'idée d'une économie bleue, et discuté du CIDD. À la fin de la réunion, une décision a été arrêtée, par voie de consensus, sur le processus de préparation du projet de document de résultat de la CNUDD.

**RÉUNION PRÉPARATOIRE RÉGIONALE DE LA CNUDD POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES:** La réunion préparatoire régionale de la CNUDD pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) s'est tenue au Siège de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEALC) à Santiago, au Chili, du 7 au 9 septembre 2011. La réunion a offert aux ministres et chefs de délégation de l'ALC, de même qu'aux membres de la société civile et des Nations Unies, l'opportunité de partager leurs points de vue sur les principaux thèmes de la CNUDD, ainsi que sur les progrès accomplis et les lacunes à combler dans la mise en œuvre depuis la CNUED. Les principaux résultats ont inclus un ensemble de conclusions, notamment: identifier les meilleurs moyens de mesurer la richesse des pays qui reflètent, dans une juste proportion, les trois piliers du développement durable; et définir un CIDD global, flexible et efficace assurant l'intégration efficace des trois piliers. Les conclusions ne mentionnent pas «l'économie verte», car les représentants des gouvernements n'ont pas pu s'entendre sur la question de se référer ou non au concept. Les conclusions seront soumises au Comité préparatoire de Rio+20.

**COLLOQUE DE HAUT NIVEAU SUR LA CNUDD:** Ce colloque, qui a eu lieu les 8 et 9 septembre 2011, à Pékin, en Chine, avait pour but de faciliter le débat approfondi entre les parties prenantes appropriées, tant sur l'objectif que les deux thèmes de Rio+20, afin de formuler des propositions concrètes à la CNUDD. Plus de 200 participants étaient présents, y compris le Secrétaire général de la CNUDD, Sha Zukang, et le Secrétaire général de la CNUED, Maurice Strong. Les participants ont mis en exergue cinq questions nouvelles et émergentes qui devront faire l'objet d'une «attention prioritaire»: l'accès à l'énergie, la sécurité et la durabilité; la sécurité alimentaire et l'agriculture durable; les pénuries d'eau et la gestion rationnelle de l'eau; l'amélioration de la résilience et de la préparation aux catastrophes; et la dégradation des terres et du sol et la gestion durable des terres. Concernant la CIDD, les participants ont souligné que les réformes devraient être guidées par un ensemble de principes, incluant: un accord sur les problèmes de fond à aborder; la forme devrait suivre la fonction et la substance; toute réforme devrait non seulement améliorer l'intégration des trois piliers du développement durable, mais aussi reconstituer l'équilibre entre ces piliers; augmenter la transparence; et prendre en compte la complexité à travers une simplification des aspects administratifs, la mise en œuvre et les arrangements relatifs à la conformité.



## COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

Djamel Eddine Djaballah, Directeur, Département de l'environnement, de l'habitat et du développement durable, Ligue des États arabes, a ouvert la séance préparatoire en vue de Rio+20 pour la région arabe, dimanche matin, le 16 octobre 2011.

Aya Mohamed Abd Elmaksoud, représentante de l'organisation Jeunesse arabe, a souligné que le développement deviendra réalité seulement si la jeunesse se voit attribuer le droit de parole et travaille en coopération avec les autres groupes, et a appelé à ce que les questions abordées à Rio résultent en la création d'emplois et d'occasions pour les jeunes. Elle a demandé, entre autres, la réduction de la pauvreté, l'autonomisation des femmes, et le droit à l'éducation et à l'hygiène.

Adel Farid Abdel-Kader, Agent responsable, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Bureau régional pour l'Asie occidentale (UNEP/ROWA), a attiré l'attention sur les besoins d'une population mondiale croissante, notant que les défis rencontrés lors du sommet de terre de 1992, tels que la pauvreté, sont toujours présents. Notant que l'instabilité à laquelle la région fait face peut affecter l'environnement, il a demandé des politiques intégrées qui priorisent l'environnement et les questions sociales, et souligné qu'une économie verte est un outil pour le développement durable.

Elizabeth Thompson, Coordonnatrice exécutive de Rio+20, a mis en exergue les objectifs de Rio+20, notant que les questions auxquelles la région arabe fait face peuvent être préoccupantes pour d'autres régions du monde et requérir de nouvelles solutions. Elle a décrit le contexte de Rio+20, soulignant la crise économique mondiale, les défis de la sécurité alimentaire, l'accès à l'énergie et à l'eau, et les liens entre les trois piliers du développement durable. Invitant les délégués à examiner comment utiliser l'économie verte comme un outil au sein des cadres politiques, elle a souligné qu'une transition à une économie verte peut générer des emplois et améliorer la qualité de vie à travers le monde.

Maged Abdelfattah Abdelaziz, Représentant permanent d'Égypte aux Nations Unies et vice-président du Bureau pour le Comité préparatoire de la CNUDD, a demandé l'adoption d'une vision du développement durable qui peut être réalisée d'ici 2020. Il a déclaré que la CNUDD ne devrait pas seulement constituer un sommet environnemental et a invité les gouvernements de la région arabe à travailler ensemble pour améliorer les conditions de vie humaine, notamment par l'inclusion sociale, l'éradication de la pauvreté et l'autonomisation des femmes. Il a mis en garde contre le fait d'employer le concept de l'économie verte pour créer de nouvelles conditions au développement et comme stratégie qui donne plus de pouvoir aux compagnies seulement.

Rima Khalaf, Secrétaire exécutive, Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO), a noté que les changements récents de la région arabe ont soulevé des espoirs de progrès et de développement. Elle a suggéré que les modèles économiques actuels ne fonctionnent pas, car des taux de croissance plus élevés n'ont ni réduit la pauvreté, ni créé suffisamment d'emploi. Elle a déclaré que le développement durable n'est pas une option stratégique, mais une nécessité, et a invité les gouvernements de la région à tirer profit de la tendance globale vers une économie verte.

Mohammed Ibrahim Al-Tuwaijri, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques, Ligue des États arabes (LEA), a invité les pays arabes à s'assurer que leur message soit entendu à la CNUDD. Il a déclaré que le transfert de technologie devrait être intégré au CIDD, et a déploré que les déficits en matière d'éducation dans la région arabe soient une contrainte au transfert de technologie.

**VUE D'ENSEMBLE DE L'ORDRE DU JOUR:** Roula Majdalani, Directrice, Division du développement durable et de la productivité, CESAO, a présenté une vue d'ensemble de l'ordre du jour, relevant les activités régionales réalisées jusqu'à maintenant, incluant: les rapports régionaux sur l'économie verte des organisations actives dans le domaine du développement durable dans la région arabe; et plus de 15 consultations sur une série de questions qui y sont reliées.

### **SESSION 1: EVALUER LES PROGRÈS ACCOMPLIS JUSQU'À MAINTENANT ET LES LACUNES À COMBLER DANS LA MISE EN OEUVRE DES RÉSULTATS ISSUS DES GRANDS SOMMETS RELATIFS AU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Cette session, qui s'est tenue dimanche matin, a été animée par Oussama Mansouri, Directeur général, Ministère de l'économie et de la planification - Région sainte de La Mecque et membre du Comité national pour les préparations en vue de Rio+20, Arabie Saoudite.

**PRÉSENTATIONS: Troisième rapport régional de la LEA sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Initiative pour le développement durable dans la région arabe:** Tout en présentant ce rapport, Ibrahim Abdel Gelil, Université du Golfe arabe, a expliqué le mécanisme pour mettre en œuvre et surveiller l'initiative. Il a souligné les secteurs prioritaires, tels que: la paix et la sécurité, attirant l'attention sur les conflits qui ont affligé la région; la gouvernance du développement durable, tel que les législations environnementales; et la réduction de la pauvreté, soulignant que la région est sur la voie de réduire de moitié la part de la population vivant avec moins de 1,25 \$ US par jour d'ici 2015, bien que des disparités nationales existent.

**Document de la CESAO sur les progrès et les lacunes dans la mise en œuvre des résultats issus des grands sommets relatifs au développement durable:** Lors de la présentation de ce document, Roula Majdalani, CESAO, a mis en exergue les engagements concernant les droits humains et sociaux et le développement durable, soulignant que tandis que des progrès ont été accomplis sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) liés à l'éducation, la santé et l'élimination de la pauvreté, le degré d'amélioration diffère parmi et au sein des pays. Elle a relevé une amélioration du transfert de technologie et de l'efficacité énergétique, tout en mettant en évidence des lacunes, telles que la promotion des droits de l'homme et de la santé environnementale, et a demandé une action commune à tous les niveaux. Elle a demandé à ce que les raisons qui ont gêné la réalisation des engagements existants fussent explorées et à ce qu'il y fût remédié.

**DISCUSSION EN PANELS:** Fateh Azzam, Bureau du Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, a noté le rôle des droits individuels pour le développement durable, y compris les droits économiques et sociaux, l'éducation et le droit à la participation. Il a déclaré que les défis dans la région arabe incluent: une tendance vers un modèle de croissance qui

ne stimule pas le développement humain; la corruption et la mauvaise gestion des ressources; et la réalisation des droits de l'homme.

Ali Ibn Abi Taleb Abdulrahman Mahmoud, Banque islamique de développement, a relevé la nécessité de reformer les accords internationaux et les mécanismes financiers pour s'assurer que les intérêts des pays en développement soient pris en considération et pour soutenir le développement durable. Il a invité les pays en développement à améliorer les capacités et la coopération entre les parties prenantes, et a invité les pays arabes à considérer les avantages d'une économie verte.

Zaghloul Samhan, Autorité palestinienne pour la qualité environnementale, a relevé l'insuffisance de l'emphase attribuée à la dimension environnementale du développement, réclamé un mécanisme pour rendre la coordination entre les trois piliers du développement durable obligatoire, et déploré les restrictions budgétaires pour le financement du développement durable.

**DISCUSSION:** Au cours de la discussion suivante, l'Arabie Saoudite a déploré le manque d'engagement pour acheminer le financement et le transfert de technologie à la région arabe, et a demandé la restructuration et la réorganisation des institutions dans la région. Le délégué de la Tunisie a noté les progrès accomplis dans son pays depuis la CNUED, y compris l'établissement d'un comité pour le développement durable. Il a réclamé un développement durable basé sur une approche démocratique et participative, et une nouvelle économie basée sur l'intégration sociale.

La Jordanie a noté l'insuffisance de l'attention attribuée au développement économique et à la justice sociale. La Syrie a relevé l'absence d'une définition unifiée de l'économie verte, et a indiqué que son pays a pris des mesures pour améliorer la législation en matière de développement durable. Concernant les changements climatiques, l'Irak a demandé d'éliminer la pollution et de compenser ceux qui en sont affectés. Le Liban a fait état de la douleur provoquée par les conflits, y compris le conflit impliquant son pays et Israël, ce qui devrait être mentionné dans le rapport régional. L'Algérie a relevé la coordination aux niveaux national et régional et l'établissement de diverses institutions, y compris un laboratoire national sur l'environnement et le développement durable. Il a souligné un projet financé par le Fonds pour l'environnement mondial, ayant pour but de construire une ville à faible émission de carbone à Boughzoul, en Algérie.

Les Émirats arabes unis ont attiré l'attention sur les réalisations régionales, telles que les travaux sur les villes à faible émission de carbone et la gestion de l'eau. Le Yémen a indiqué que des questions spécifiques à la région devraient être identifiées. La Palestine a fait état des contraintes commerciales avec l'Israël, notant le besoin de liberté dans la définition des relations commerciales. Il a noté que la Palestine n'est pas un véritable membre des conventions liées au développement durable et a demandé un groupe de travail post-Rio ou un mécanisme pour poursuivre la mise en œuvre des résultats. Le Soudan a souligné l'importance d'évaluer les progrès réalisés. L'Égypte a mis en exergue le principe de responsabilités communes, mais différenciées, relevant que les pays développés devraient soutenir leur part de responsabilité et de coûts.

Les Grands groupes sont alors intervenues, soulignant, entre autres: l'importance de l'éducation pour le développement durable; le soutien des femmes; la nécessité d'améliorer la coopération internationale, incluant entre les pays arabes;

la déficience des dépenses pour la recherche; le besoin d'indicateurs de développement durable précis; la coopération dans le contrôle des secteurs transfrontaliers; et le développement communautaire et les connaissances traditionnelles. Un participant a souligné le rôle des médias dans la sensibilisation aux questions de développement durable et a demandé instamment que des ateliers de formation pour les médias soient organisés dans la région arabe en vue de Rio+20.

## **SESSION 2: DÉFIS NOUVEAUX ET ÉMERGENTS CONFRONTÉS PAR LA RÉGION ARABE**

Cette session, tenue dimanche après-midi, a été modérée par Fatma El Mallah, Conseillère au Secrétaire général sur les questions de changements climatiques, LEA.

**PRÉSENTATIONS: Document de la CESAO et du PNUE sur les défis nouveaux et émergents auxquels font face la région arabe:** Chouchani Cherfane, Chef, Section de ressources en eau, Division du développement durable et de la productivité, CESAO, s'est concentré sur dix défis mis en exergue dans le document. Dans la section sur les changements démographiques et le chômage, elle a souligné que 55 % des Arabes vivent maintenant dans les villes et les jeunes d'aujourd'hui sont souvent plus instruits que leurs parents. Concernant le Printemps arabe, elle a relevé l'option de créer des occasions à partir des défis. Concernant la crise financière, elle a souligné les différentes réalités nationales. Elle a expliqué que la sécurité alimentaire arabe ne peut être réalisée par la seule autosuffisance, notant que des pays comme l'Irak importent 70 % de leurs céréales. À propos de la pénurie en eau, elle a déclaré que seulement six des 22 pays arabes sont au-dessus du seuil de pauvreté en eau douce et la situation s'aggrave. Elle a mis en exergue: que cette consommation d'énergie est en grande partie liée au produit intérieur brut (PIB); la fréquence et l'intensité croissante des catastrophes naturelles et les impacts des changements climatiques; les effets de la sécheresse et de la désertification; et les défis relevés par la réduction de la biodiversité. Elle a conclu que ces dix groupes sous-tendent les trois piliers du développement durable, mais a souligné que l'accent devrait être sur les liens entre eux.

Melanie Hutchinson, Agent de programme, UNEP/ROWA, a détaillé le processus prospectif du PNUE, qui aborde les problèmes environnementaux émergents qui sont critiques pour l'environnement mondial. Elle a attiré l'attention sur le processus de l'Avenir de l'environnement mondial (GEO) du PNUE, expliquant que le GEO couvre des thèmes environnementaux importants et des questions transversales, telles qu'aligner la gouvernance aux défis de la durabilité mondiale et les points de basculement sociaux. Elle a défini les quatre questions clés identifiées par le processus régional du GEO comme étant l'eau douce, la terre, l'énergie, et les océans et les mers, la gouvernance environnementale et les changements climatiques en tant que questions transversales.

Adel Farid Abdel-Kader, Agent responsable, UNEP/ROWA, a présenté la conférence intitulée Regard sur la terre qui se tiendra à Abu Dhabi en décembre 2011, qui répondra au besoin d'information et de connaissances cohérentes sur lesquelles fonder les décisions et les politiques.

**PRÉSENTATEURS:** Marwan Owaygen, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a fait état des occasions se dégageant du développement durable, incluant pour les économies locales et résilientes face aux changements

climatiques, la croissance intégrée, et la participation et la démocratie. Il a demandé un changement de paradigmatique, passant de la pénurie à la sécurité des ressources naturelles, en particulier concernant les ressources hydriques, et a souligné les occasions offertes par un passage à une économie verte.

Basel Yousfi, Organisation mondiale de la santé, a indiqué que les gouvernements de la région arabe doivent aborder les défis et les opportunités sociales et environnementales du «créneau démographique», car la proportion élevée des jeunes à l'heure actuelle sera suivie d'une augmentation du vieillissement de la population, commençant en particulier en 2045. Soulignant les conséquences des changements climatiques sur la sécurité alimentaire et hydrique, il a invité les gouvernements à améliorer leur utilisation de l'eau, notamment par des choix de récolte et des pratiques plus efficaces en matière d'irrigation.

**DISCUSSION:** Dans la discussion qui a suivi, la Jordanie a souligné la nécessité de la région de travailler de façon concertée et intégrée et a relevé un biais favorisant les problèmes environnementaux. La Syrie a mis en exergue les programmes de localisation afin que les fermiers améliorent leur stabilité, et a indiqué que les sanctions économiques imposées à son pays ont gêné les progrès en matière de développement durable. L'Irak a indiqué que son pays préparait un plan de développement durable. La Palestine a indiqué que les questions de déchets et de recyclage devraient être abordées.

Le Yémen a indiqué que Rio+20 devrait aborder la question des déchets électroniques. Relevant l'impact du réchauffement climatique sur la région arabe, les Émirats arabes unis ont souligné l'impact sur la productivité non conventionnelle de l'eau, et que l'augmentation des maladies dues aux changements climatiques affecte également les animaux et les plantes. L'Arabie Saoudite a souligné que la production pétrolière doit être maintenue et augmentée jusqu'à ce qu'une alternative viable existe. Il a noté que l'efficacité de l'énergie solaire est faible, alors que l'énergie thermique a un bon potentiel. Il a souligné l'importance de la localisation de la technologie existante, et a déclaré que la technologie devrait lier les trois piliers du développement durable. Oman a relevé que les pays en développement ne devraient pas attendre le transfert de technologie ou le soutien.

Un représentant des peuples autochtones a attiré l'attention sur les besoins des communautés isolées et pauvres, soulignant leur dépendance directe aux ressources naturelles et l'absence de sensibilisation concernant les questions de développement durable. Un représentant des ONG était en désaccord avec l'Arabie Saoudite sur la faible efficacité de l'énergie solaire, et a noté que les communautés rurales ne sont pas équipées pour faire face aux changements climatiques. Les participants ont également discuté des questions liées à: la science et le transfert de technologie; la sécurité et la souveraineté alimentaire; les accords commerciaux et agricoles; l'énergie; les conditions de travail; le besoin de développement urbain intégré; l'hygiène; les déchets, y compris les e-déchets; la mobilité urbaine; et le fait que certaines «questions émergentes» sont en fait de vieux défis. Dans ses remarques finales, la modératrice El Mallah a attiré l'attention sur d'autres questions émergentes non soulevées par les participants, y compris l'importation de nourriture, la désalinisation de l'eau et le tourisme. Elle a noté que le Printemps arabe devrait être un catalyseur de changement et que la crise financière devrait être vue comme une urgence.

### **SESSION 3: LE CADRE INSTITUTIONNEL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Cette session a été animée par Fatma El Mallah, LEA, et s'est tenue dimanche après-midi.

**PRÉSENTATIONS: Examen régional de la CESAO des institutions du développement durable dans la région arabe:** Roula Majdalani, CESAO, a souligné les défis rencontrés dans la réalisation du développement durable, incluant: la faiblesse des mécanismes de gouvernance dans la région arabe; le manque d'engagement des parties prenantes; les difficultés rencontrées dans l'intégration des considérations environnementales dans les stratégies de développement; et la déficience du financement et des processus décisionnels.

**Le cadre institutionnel du développement durable et la gouvernance environnementale internationale:** Adel Farid Abdel-Kader, Agent responsable, UNEP/ROWA, a discuté des défis du CIDD, y compris l'absence de mise en œuvre, un renforcement des capacités insatisfaisant et l'absence de responsabilité. Il a discuté des pour et des contre des options considérées pour renforcer le CIDD à savoir: la réforme de l'ECOSOC; le remplacement de la CDD par un nouveau Conseil pour le développement durable; et une organisation «parapluie» pour le développement durable. Il a déclaré que le système de gouvernance environnementale internationale (GEI) actuel est fragmenté, complexe et sous financé, et a relevé, en tant que principaux défis, entre autres: les faibles liens entre les finances et l'élaboration des politiques; et un manque de concordance entre les accords environnementaux multilatéraux, le renforcement des capacités et la mise en œuvre. Il a discuté des options pour améliorer le PNUE en le transformant en une institution spécialisée ou un organe subsidiaire relevant de l'UNGA. En conclusion, il a notamment déclaré que: les options de réforme devraient se concentrer sur la façon de traiter les lacunes dans les fonctions courantes; les cadres institutionnels existants devraient servir de base; le renforcement du pilier environnemental soutiendra le développement durable; une plus grande attention devrait être accordée aux institutions de niveau national; et les réformes supplémentaires ne seront pas suffisantes et une révision est requise.

**Les résultats de l'atelier sur le cadre institutionnel du développement durable dans la région arabe (Djeddah, 3-5 octobre 2011)** Abdulbasist Sairafi, Présidence de la météorologie et de l'environnement, Arabie Saoudite, a discuté des résultats de l'atelier de Djeddah et a souligné les recommandations pour le CIDD, incluant: la considération équilibrée des trois piliers du développement durable; aborder les lacunes dans les cadres institutionnels existants pour répondre aux besoins de tous les pays; la coordination améliorée parmi les cadres internationaux, à tous les niveaux et parmi les organes de l'ONU; la participation de la société civile à tous les niveaux; et l'inclusion des donateurs internationaux. Il a déclaré que l'atelier a proposé de modifier les noms des organes régionaux pour inclure le développement durable à leurs titres, par exemple de renommer le Comité conjoint sur l'environnement et le développement (JCEDAR) en tant que Comité conjoint sur l'environnement et le développement durable.

**PRÉSENTATEURS:** Mutasim Al-Kilani, Ministère de la planification et de la coopération internationale, Jordanie, a noté que le document de la CESAO a été basé sur une publication de 2003 qui a exploré de façon similaire le cadre institutionnel de



la région, mais n'a pas expliqué pourquoi les résultats de 2003 n'ont pas été mis en œuvre. Il a expliqué que le CIDD actuel manque d'équilibre et devrait se concentrer de façon équivalente sur les trois piliers du développement durable, plutôt que de renforcer les seuls aspects environnementaux. Il a souligné qu'un cadre institutionnel ne peut pas être établi avant que ses objectifs soient clairement élaborés, et a demandé davantage de discussions tirant parti des expériences internationales.

Nouri Soussi, Observatoire tunisien de l'environnement, a indiqué que les expériences nationales pourraient informer et être bénéfiques pour la région. Il a souligné le Printemps arabe et la volonté politique actuelle comme une opportunité et a demandé une structure régionale pour le développement durable et un équilibre parmi les trois piliers. Il a proposé de créer des institutions spécialisées, notamment sur l'économie verte.

**DISCUSSION:** Au cours de la discussion suivante, l'Égypte a indiqué que les organisations existantes devraient être évaluées pour déterminer si elles peuvent répondre aux attentes à l'avenir, et que l'accent ne devrait pas être mis sur un changement de noms des organisations. Il a souligné le manque de volonté politique d'instituer une nouvelle organisation environnementale internationale. Il a dit que plus d'information était nécessaire sur les pour et les contre des diverses options concernant le CIDD, y compris les implications financières. Le Maroc a soutenu l'établissement de conseils nationaux du développement durable, et a attiré l'attention sur le Centre de production propre de son pays.

L'Arabie Saoudite a indiqué que les institutions existantes devraient être soutenues et renforcées, et que la plupart des gouvernements manquent de volonté pour établir de nouvelles institutions. Le Soudan a soulevé la question de savoir si le changement de noms des organisations ajouterait quelque valeur que ce soit. L'Irak a indiqué qu'inclure environnement et développement durable aux titres des institutions était superflu, notant que les trois piliers doivent être considérés équitablement. La modératrice El Mallah a indiqué que les noms pourraient probablement être changés à travers le mécanisme de la LEA, bien que le processus pourrait prendre plusieurs années.

La représentante du Liban a indiqué que le développement durable exige une coordination parmi les ministères et les autorités. Elle a noté que le fait de changer le nom des directions ou des ministères serait un début, mais que ce ne serait pas suffisant, et a demandé une volonté politique pour élaborer des stratégies et mesurer les impacts. La Palestine a réclamé que les trois piliers soient équilibrés et, soutenue par l'Irak, a apporté son appui à la proposition d'un Conseil pour le développement durable, qui aurait trois comités, un pour chaque pilier. Il a également exprimé son soutien à l'idée d'un PNUE plus compétent et plus technique, et convenu que le pilier environnemental requiert l'attention, car il a été négligé pendant longtemps dans la région.

L'Algérie a fait état de la fragmentation dans les accords internationaux concernant le développement durable, et a demandé que leur mise en œuvre soit suivie de près. Le représentant de la Jordanie a déclaré que tant que la dimension environnementale ne deviendra pas une partie intégrante des programmes de développement et des stratégies nationales, il n'y aura pas de développement durable. Il a noté que les participants devraient considérer les intérêts communs pour la région.

Les Émirats arabes unis ont indiqué que le développement durable est d'intérêt national. Il a mis en exergue les législations et institutions environnementales nationales pour le développement durable, et la nécessité d'intégrer les ministères et organes qui traitent du développement durable.

L'Arabie Saoudite a indiqué qu'il sera difficile de discuter de recommandations concrètes pour la CNUDD, étant donné que plusieurs incertitudes demeurent, incluant la définition de l'économie verte, et a indiqué que davantage de temps devrait être alloué à discuter des recommandations.

Les Grands groupes ont souligné la nécessité d'employer de façon optimale les capacités des jeunes d'articuler une vision et des objectifs pour le développement durable, en particulier au niveau national; demandé de promouvoir le PNUE et de créer des conseils pour le développement durable aux niveaux local, national et régional; et recommandé d'augmenter la transparence et d'agir contre la corruption.

#### **SESSION 4: UNE ÉCONOMIE VERTE DANS LE CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉRADICATION DE LA PAUVRETÉ**

Lors de son discours d'ouverture de cette session lundi matin, le modérateur Yahya Al-Mutawakel, ancien Ministre de l'industrie et du commerce, Yémen, a noté que la plupart des participants conviennent que le modèle de développement économique adopté dans la région arabe au cours de la dernière décennie a échoué puisque le taux de chômage ou les indices de pauvreté n'ont pas été réduits. Il a suggéré que cet échec a contribué aux tensions politiques actuelles dans plusieurs pays arabes. Il a déclaré que les décideurs n'ont pas encore répondu aux appels à différentes approches au développement économique et a mis l'emphase sur la dimension sociale du développement en envisageant le concept d'une économie verte.

**PRÉSENTATIONS: Étude de la CESAO sur l'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté— Principes, opportunités et défis dans la région arabe:** Tarek Sadek, Coordonnateur du thème des changements climatiques, Division du développement durable et de la production, CESAO, a fait état des défis et des craintes concernant le passage vers une économie verte dans la région arabe, soulignant les limites au commerce, les obstacles à l'accès aux fonds internationaux et la réduction de la productivité. Il a déclaré que l'économie verte est un outil pour stimuler les trois piliers du développement durable, soulignant les bénéfices sociaux d'une transition à une économie verte, y compris la qualité de vie et les conditions de vie dans les secteurs ruraux. Il a proposé de développer des indicateurs pour mesurer ces avantages.

Il a également discuté des expérimentations et des expériences vécues en matière de développement économique vert dans la région, incluant: l'utilisation des énergies renouvelables, en particulier l'énergie éolienne; la création de compagnies utilisant une technologie propre; la réutilisation de l'eau; les constructions vertes; le transport durable; et l'électricité verte et le gaz naturel. Il a déclaré que les principales conditions à la transition à une économie verte sont la généralisation des principes économiques verts, l'amplification de la collaboration avec le secteur privé et la société civile, les marchés spécialisés, l'intégration régionale entre les pays arabes, et la stimulation de l'innovation, la recherche et l'éducation.

**Déclarations concernant les résultats des réunions préparatoires régionales spécialisées sur l'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté:** Riccardo Mesiano, Division du développement durable et de la production, CESAO, a présenté les résultats de la Réunion sur les politiques économiques soutenant la transition à une économie verte dans la région arabe, qui s'est tenue à Beyrouth, au Liban, les 20 et 21 juillet 2011. Il a déclaré que la réunion a vu la participation des ministres des finances et a exploré les politiques permettant de faciliter les mouvements de capitaux vers l'économie verte, et le rôle des politiques fiscales, des cadres institutionnels pour des finances vertes, et des taxes environnementales et incitations à l'investissement. Il a mis en exergue les principales recommandations de la réunion, incluant: les études de faisabilité économique et technique; les fonds spécialisés pour la transition verte, y compris la création d'un Fonds environnemental arabe suivant le modèle du Fonds pour l'environnement mondial; et des systèmes légaux qui améliorent le climat d'investissement pour une économie verte. Il a spécifié que les participants ont également examiné, entre autres, d'encourager les banques à financer les projets environnementaux, une position unifiée contre tout impôt qui discrimine l'utilisation de combustible fossile, et les avantages des marchés publics verts.

Fareed Bushehri, Agent de commerce régional, industrie et environnement, PNUE, a présenté le compte rendu de la troisième Réunion de la table ronde sur la consommation et la production durable dans la région arabe: Ouvrir la voie à l'économie verte dans la région arabe, tenue au Caire, en Égypte, les 26 et 27 janvier 2011. Il a déclaré que les participants ont convenu que les modèles actuels de production et de consommation ont des effets négatifs sur l'environnement et doivent être remplacés par de nouveaux modèles permettant une transition à la consommation et à la production durable (CPD). Il a relaté que les participants ont souligné, entre autres: le processus de Marrakech sur la CPD; la nécessité d'augmenter les initiatives internationales; la coopération entre les organisations internationales et les centres nationaux de CPD; et de considérer la réduction de la pauvreté dans les efforts de transition vers une économie verte.

Saleh Algaghdaif, Directeur du bureau du Caire, Organisation pour le développement industriel et l'exploitation minière arabe, a présenté un compte rendu des résultats de la Conférence sur le rôle des industries vertes dans la promotion du développement socio-économique dans les pays arabes, qui s'est tenue à Beyrouth du 28 au 30 septembre 2011. Il a déclaré que cette réunion a reconnu l'importance croissante des industries vertes pour le développement économique. Les principales recommandations de la réunion incluent: reconnaître le concept de l'industrie verte comme principale option de développement industriel et de création d'emplois; encourager les partenariats technologiques dans la région arabe et avec les pays développés; un forum pour mettre en relation les parties prenantes régionales et internationales; la coordination entre la science et les centres de recherche; encourager les institutions financières de la région arabe à soutenir le développement des industries vertes; et soutenir les petites et moyennes entreprises à mettre en œuvre des pratiques industrielles vertes.

**Indicateurs de développement durable pour mesurer les progrès vers une économie verte dans le contexte du développement durable:** Tarek Sadek, CESAO, a discuté de 13 sujets sectoriels concernant les indicateurs sociaux, économiques et environnementaux. Il a expliqué que quelques pays avaient offert de mettre en œuvre les indicateurs au niveau national et avaient préparé des cours de formation, comme en Arabie Saoudite. Il a déclaré que les directives sur la façon d'appliquer les indicateurs étaient disponibles et que des fonds sont recherchés pour les traduire.

**PRÉSENTATEURS:** Diana Bronson, Groupe d'action sur l'érosion, la technologie et la concentration (Groupe ETC), a rappelé les échecs passés concernant la consolidation et le financement du développement durable à la suite du Sommet de la terre de 1992 et a mis en garde contre le fait de répéter les mêmes erreurs avec l'économie verte. Elle a déclaré qu'il n'y avait pas seulement une économie verte, mais plutôt des «économies vertes» qui sont locales, diverses et participatives, générées par la base, plus durables au niveau environnemental et garantissant les droits sociaux, comme le droit à l'alimentation, à la santé et à un environnement propre. Elle a expliqué que les gouvernements ne sont pas préparés à prévoir les nécessités d'une économie verte, soulignant que la crise alimentaire n'avait pas été envisagée, et a soulevé la question de savoir s'il y a besoin de changements systémiques et de nouvelles politiques sociales. Elle a noté des changements en matière de connaissance et de technologie au cours des vingt dernières années et a souligné que bon nombre d'éléments d'Action 21, tels que le chapitre sur le transfert de technologie, n'ont pas été mis en œuvre. Elle a demandé que soit ressuscité le principe de précaution et a conclu que si l'UNCSD échoue, la descente actuelle continuerait.

Hussein Abaza, ancien Directeur, Commerce et sciences économiques, PNUE, a expliqué que le concept de l'économie verte existe depuis des décennies. Il a relevé des tensions partout dans le monde, suggérant que le climax n'a pas encore été atteint et que la période de transition pour les pays arabes présente une occasion de s'orienter vers une économie verte. Il a expliqué comment les investissements dans l'énergie renouvelable, le recyclage des déchets et le transport en commun créeraient des opportunités d'emploi, et comment le fait de faire face au changement climatique revitaliserait l'économie. Il a déclaré qu'une économie verte ne devrait pas être perçue comme un fardeau et a demandé des investissements dans la recherche et le développement.

**DISCUSSION:** Le représentant de l'Irak a discuté de la gestion des ressources naturelles, mettant l'accent sur les pénuries en eau et ses impacts économiques et sociaux, et a questionné la capacité d'une économie verte à contribuer à surmonter ces problèmes. La Tunisie a souligné le besoin de définition plus détaillée de l'économie verte et la transition vers cette économie, et d'une analyse des coûts et bénéfices. Il a déclaré que la transition devrait être harmonisée avec les priorités nationales.

Le Liban a mis en exergue quelques actions entreprises dans son pays pour transiter vers une économie verte, y compris de surveiller l'industrie afin de cesser d'employer des matériaux attaquant la couche d'ozone et de favoriser les centres de production plus propres. Le Yémen a souligné l'importance



de prêter attention aux mesures prises par les agriculteurs des secteurs ruraux, tels que la réutilisation et l'adaptation aux changements climatiques. Il a également déclaré que les compagnies actives dans le domaine de la technologie de l'information doivent adopter des approches durables et mettre sur pied des centres de recyclage.

La représentante du Maroc a souligné les stratégies adoptées dans son pays, y compris l'utilisation rationnelle de l'énergie dans le traitement de l'eau, et l'amélioration des conditions rurales pour les fermiers. Elle a discuté de la préparation d'un projet de ville verte, à faible émission de carbone et utilisation de l'eau. L'Égypte a indiqué que davantage de temps était nécessaire pour traiter du concept de l'économie verte, et que l'information nécessaire aurait dû être disponible à l'avance, étant donné que c'est un nouveau concept qui souffre d'une définition commune. Il a exprimé des craintes que le concept puisse être employé pour imposer des conditionnalités et des entraves aux échanges commerciaux.

La Jordanie a indiqué qu'à la suite d'amples discussions, il n'y a toujours pas de définition de l'économie verte. Il a déclaré que le concept devrait être abordé régionalement, d'une façon coopérative avant d'être abordé au niveau international. Il a souligné l'importance des partenariats entre le secteur public et le secteur privé, mais leur insuffisance dans la région. Il a demandé si les industries de la région sont prêtes pour une transition vers une nouvelle économie.

Le Soudan a remis en question les avantages et les limitations du passage d'une économie brune à une économie verte. La Syrie a rappelé les conférences précédentes sur le développement vert, notant que son pays avait assigné des fonds pour améliorer les conditions de vie et la cartographie des bidonvilles, et que l'augmentation de la demande énergétique avait encouragé un passage aux énergies renouvelables. L'Arabie Saoudite a exprimé son désaccord avec l'affirmation que les modèles précédents de développement aient échoué, a indiqué qu'il n'y avait aucune définition convenue d'une économie verte, et a attiré l'attention sur une économie bleue. Il a relevé que la discussion sur une économie verte n'avait produit aucune nouvelle idée.

Le représentant des Émirats arabes unis a souligné l'importance d'une économie verte, notant que le concept traite de la création d'économies à faible ou à zéro émission de carbone. Il a demandé des politiques internationales claires en matière d'économie verte, et a mis l'accent sur les activités de transition dans la région, incluant: la coopération régionale; les programmes scolaires et éducatifs sur les énergies renouvelables; les constructions vertes; les transports durables; et les normes pour les dispositifs électriques à haute efficacité.

L'Algérie a souligné la nécessité de définir le concept de l'économie verte d'abord et de convenir sur des objectifs communs. Elle a proposé que toute transition vers une économie verte doive être progressive, et que les pays arabes puissent adopter le concept s'il n'affecte pas la souveraineté nationale, n'influe pas sur les priorités nationales, et ne limite pas les autres activités économiques. Il devrait également aborder la pauvreté et augmenter l'accessibilité aux fonds internationaux pour un passage à une économie verte.

Le Qatar a relevé les préoccupations des pays en développement liées à l'économie verte, soulignant les programmes qui ciblent des secteurs spécifiques et le manque d'appui de la part des pays développés aux pays en développement.

La Palestine a suggéré de mettre l'accent sur les dimensions tant sociales qu'environnementales du développement durable et de la transition vers une économie verte, notant que les aspects sociaux, tels que l'éradication de la pauvreté et les possibilités d'emploi, n'ont pas été suffisamment discutés. Il a recommandé d'arriver à une compréhension commune et à un accord entre les pays arabes avant Rio+20, soulignant la nécessité d'un cadre général qui confirme les engagements politiques.

Les représentants de la société civile ont mis en exergue, entre autres: le droit de développer des technologies, incluant celles utilisant l'énergie nucléaire pour la recherche; d'équiper la société des moyens de faire face aux changements climatiques; de permettre aux pauvres de tirer profit des technologies; et de partager les expériences régionales consistant à rendre l'économie plus verte. Un participant représentant une ONG a attiré l'attention sur la définition des Nations Unies d'une économie verte. Un autre participant a mentionné que l'accent devrait être sur la définition des critères, comme le bien-être humain et la distribution juste des bénéfices du développement, pour s'assurer que ce type d'économie fonctionnerait pour la région arabe. L'organisation Femmes a demandé de saisir l'occasion de créer un environnement pour les femmes dans une économie verte et de considérer la question des genres en matière de développement durable.

Le rapporteur de la réunion, Anhar Hegazi, ancien Secrétaire adjoint, CESA, a souligné que la réunion n'est pas technique, mais a pour but de définir la position des pays arabes sur le développement durable et l'économie verte, et a demandé instamment que le rapport de la réunion fasse référence au contexte international et aux processus internationaux actuels, et spécifie une position et souligne des recommandations.

Dans ses remarques de clôture, le modérateur Yahya Al-Mutawakel, a demandé aux participants de présenter des soumissions écrites afin de les inclure dans la préparation du document de résultats de la réunion.

### **SESSION 5: OBTENIR DES ENGAGEMENTS POLITIQUES RENOUELES POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE**

Cette session s'est tenue lundi matin, animée par Amr Nour, Directeur, Bureau de New York des Commissions régionales.

**PANEL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE: Résultats des consultations de la société civile:** Mehdi Ahmed Jaffar, Société environnementale d'Oman, a présenté la consultation qui a eu lieu à Dubaï, les 9 et 10 octobre 2011. Il a déclaré que les participants ont discuté de questions notamment liées à: la coopération internationale sur le commerce équitable; la stimulation du cadre du développement durable pour réaliser la justice et la transparence conformément au droit international; la promotion du PNUE à un niveau semblable à celui de l'Organisation mondiale du commerce; l'amélioration de la participation de la société civile d'une manière systématique; et créer des systèmes d'alerte précoce pour répondre directement et immédiatement aux menaces environnementales. Il a déclaré qu'une économie verte devrait viser à réaliser la justice sociale et à éradiquer la pauvreté, utiliser de façon optimale les ressources naturelles et réduire les émissions, et ne pas imposer de restrictions commerciales. Il a dit que la consultation a défini des priorités, incluant entre autres: utiliser toutes les formes d'énergie renouvelable; la construction de bâtiments verts; les transports propres; et recycler et réutiliser l'eau grise, en particulier dans l'agriculture.

Ziad Abdul Samad, Directeur exécutif, Réseau des ONG arabes pour le développement, a présenté le compte rendu de la consultation qui a eu lieu à Beyrouth les 12 et 13 octobre 2011, soulignant les recommandations, incluant: d'aborder les questions internationales, telles que le commerce, la dette et l'aide environnementale; de renforcer les groupes de la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques; le respect des liens intrinsèques entre le développement durable et les droits de l'homme; et la bonne gouvernance des ressources naturelles. Il a déclaré que l'agriculture devrait être abordée non pas d'une perspective économique, mais comme une question de développement.

Emad Adly, Coordinateur général, Réseau arabe pour l'environnement et le développement, a présenté un compte rendu des résultats de la consultation qui a eu lieu au Caire, du 14 au 16 octobre 2011. Il a souligné que la société civile pourrait être impliquée pour réaliser le développement durable dans la région, soulignant le travail de sensibilisation et de renforcement du soutien du public au développement durable, à l'économie verte et à l'utilisation des énergies renouvelables. Il a également: demandé une représentation optimale de la région arabe à Rio+20; soutenu le renforcement du PNUE ou la création d'un Conseil spécialisé pour le développement durable; soutenu les conseils nationaux pour le développement durable, faisant référence à l'expérience de la Tunisie, qui utilise une approche de la base vers le haut; et souligné les questions sociales, y compris l'analphabétisme, le chômage et la pauvreté, dans le contexte du développement durable.

**PANEL D'EXPERTS:** Samir Aita, Président, Mafhoum, a présenté ses observations concernant l'évaluation des progrès accomplis jusqu'ici et des lacunes à combler dans la mise en œuvre des résultats issus des grands sommets sur le développement durable (session 1) et la voie à suivre. Il a relevé que l'évaluation des progrès était une question complexe et qu'il est nécessaire de définir des indicateurs et une liste de priorités régionales, probablement à travers la formation des comités d'experts. Il a mis l'accent sur les difficultés rencontrées dans l'évaluation de la traduction des accords internationaux en mise en œuvre régionale, nationale et locale. Pour terminer, il a attiré l'attention sur les droits des citoyens dans la région.

Hassan Machlab, Centre international pour la recherche agronomique dans les régions arides, a discuté des défis nouveaux et émergents auxquels la région arabe fait face (session 2) et la voie à suivre. Il a mis l'accent sur le fait que la production alimentaire est inférieure à la consommation; a relevé que la distribution de la production énergétique est inégale et un manque de préparation pour faire face aux catastrophes naturelles; et a souligné la dépendance à l'égard du travail à l'étranger dans quelques pays et la migration de la jeunesse pour trouver du travail. Il a souligné l'importance de l'action à l'échelle régionale sur les accords internationaux pour assurer la durabilité de la société arabe. Il a recommandé, entre autres, d'établir des fonds arabes pour financer les initiatives régionales pour répondre aux défis émergents et existants. Pour terminer, il a attiré l'attention sur le Forum arabe pour l'environnement et le développement, qui se tiendra à Beyrouth les 27 et 28 octobre 2011, et qui portera sur une économie verte dans un monde arabe changeant.

Waleed Zubari, Université du Golfe arabe, a discuté du CIDD (session 3) et de la voie à suivre. Il a rappelé l'accord sur la nécessité d'équilibrer les résultats des politiques socio-économiques et environnementales, et a demandé à ce que l'environnement fût au cœur de la prise de décision. Il a remarqué que le développement durable est un processus continu, plutôt qu'un projet, et une question de gouvernance. Il a réclamé une différenciation entre croissance économique, telle que le PIB, et développement économique, qui inclut les taux d'alphabétisation, l'espérance de vie, la pauvreté, la qualité environnementale et la justice. Concernant le CIDD, il a: remarqué qu'il convient d'améliorer les institutions existantes au niveau international plutôt que d'en créer de nouvelles; demandé un examen des organisations régionales existantes; et fait état de la nécessité d'établir des conseils nationaux pour le développement durable et de renforcer ceux existants.

Anhar Hegazi, ancienne Secrétaire exécutive adjointe, CESAO, a présenté ses observations sur une économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté (session 4) et la voie à suivre. Elle a attiré l'attention sur: le Printemps arabe; l'éradication de la pauvreté; et l'attention aux marginalisés, en particulier les femmes. Elle a demandé que l'accent soit mis sur les principes de Rio de 1992, tels que les responsabilités communes, mais différenciées, et le principe de pollueur payeur. Elle a réclamé du financement pour le transfert de technologie et les projets de développement, et a attiré l'attention sur les implications de la situation financière actuelle dans la mise en place d'une économie verte dans la région.

**DISCUSSION:** La Syrie a souligné les indicateurs pour les dimensions sociales, économiques et environnementales du développement durable. Le Yémen a invité les organisations de la société civile à avoir une vision indépendante et de faire en sorte que leurs voix soient entendues, et à démontrer qu'elles peuvent être un partenaire essentiel dans le processus de Rio+20. La Jordanie a présenté ses expériences avec des projets et des programmes de développement durable. L'Irak a indiqué que la raison principale du retard dans la réalisation du développement durable est l'insuffisance de l'accent mis sur les cadres légaux et institutionnels. La Palestine a encouragé la pleine participation des ONG pour toutes les questions, notant que les ONG participent seulement sur quelques questions, mais évitent de participer sur d'autres. L'Arabie Saoudite a demandé qu'on évite d'appliquer de nouveaux critères liés à une économie verte.

#### **SESSION 6: RECOMMANDATIONS ET CLÔTURE**

Djamel Eddine Djaballah, Directeur, Département de l'environnement, de l'habitat et du développement durable, LEA, a animé cette session lundi soir. Cesano Melantonio Neto, Ambassadeur brésilien en Égypte, s'est adressé aux participants à la réunion en tant que pays hôte de Rio+20, soulignant que l'éradication de la pauvreté et la réduction des inégalités sont des conditions au développement durable. Il a déclaré que l'économie verte serait abordée dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté, et adaptée aux circonstances nationales particulières, en fonction des trois piliers. Il a dit que les pays devraient rester ouverts aux nouvelles opportunités qui peuvent surgir. Concernant le

CIDD, il a souligné les solutions pratiques et accessibles qui augmentent la portée et la capacité du système des Nations Unies, particulièrement dans les pays en développement.

#### **PRÉSENTATION DES RECOMMANDATIONS DU PROJET DE RAPPORT DE LA RÉUNION PRÉPARATOIRE POUR LA RÉGION ARABE:**

Tout au long de l'après-midi et dans la soirée de lundi, un petit groupe s'est réuni pour rédiger les recommandations. Une fois que le groupe de rédaction eut conclu son travail, le modérateur Djaballah a présenté les recommandations à la séance plénière. Les participants ont alors apporté des commentaires et des amendements aux recommandations.

Il a été souligné que ce document est prévu pour refléter la vision de la région arabe et qu'il contribuerait au document de résultats à discuter au cours du processus préparatoire et à Rio. Concernant les recommandations spécifiques, un participant a demandé que les principes de Rio et les résultats des autres conférences internationales portant sur le développement durable soient non seulement réaffirmés, mais également que les résultats et les engagements pris à ces conférences soient mis en œuvre.

Lors de la discussion des résultats issus des grandes conférences sur le développement durable, un débat a porté sur le point de savoir s'il fallait se référer à l'Initiative pour le développement durable dans la région arabe (adoptée en 2004), quelques pays soutenant la réaffirmation des engagements régionaux et d'autres indiquant que ce n'est pas nécessaire de les inclure lorsque le contexte international est abordé. Il a ensuite été convenu que ceci ferait l'objet d'un point distinct.

L'Irak et la Palestine ont réitéré que l'occupation est un obstacle considérable au développement durable, et que ceux qui vivent sous occupation nécessitent un appui particulier. Les participants ont discuté du point de savoir si et comment inclure une référence au droit de décider de son destin et à l'autodétermination.

L'Égypte a proposé une formulation sur les conséquences de la crise financière sur les pays en développement, et sur un système de commerce international équitable qui permet de parvenir au développement durable et de résoudre les problèmes de dette des pays en développement. Il a également proposé un paragraphe additionnel sur le CIDD, déclarant que tout aspect qui pourrait faire l'objet d'un accord ne devrait pas avoir comme conséquence d'être un fardeau additionnel imposé aux pays en développement, ou de créer des entraves au commerce ou des conditionnalités aux échanges commerciaux pour les pays arabes.

Concernant une recommandation ayant trait à l'urbanisation croissante et à la nécessité d'augmenter les possibilités d'emploi, et de fournir des services de base et des infrastructures, la Jordanie a proposé d'ajouter une référence aux villes favorables à l'environnement, mais l'Arabie Saoudite et le Soudan s'y sont opposés. L'Arabie Saoudite s'est également opposée à une proposition du Yémen d'ajouter une référence au Processus de Marrakech sur la CPD, notant qu'il n'y avait eu aucun accord à la CDD 19 sur la CPD.

Les participants ont également décidé de faire référence au soutien à la participation des femmes, des jeunes et des personnes avec des besoins spéciaux, et de leur donner une voix dans le processus de Rio+20.

Les délégués ont approuvé les recommandations et le modérateur Djaballah a précisé que les recommandations seraient transférées au Comité préparatoire de la CNUDD. Il a

également expliqué que le JCEDAR discuterait d'une déclaration ministérielle juste après cette réunion, qui sera adoptée par les ministres arabes lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres arabes responsables de l'environnement en décembre.

**DÉCLARATIONS DE CLÔTURE:** Dans son discours de clôture, Roula Majdalani, CESAO, Djamel Eddine Djaballah, LEA, et Adel Farid Abdel-Kader, UNEP/ROWA, ont remercié les participants pour leurs contributions à la réunion, de même que les organisateurs et les interprètes pour leur dur labeur. Majdalani a souligné que les participants étaient d'accord sur un certain nombre de recommandations d'importance pour la région dans son ensemble, préparant de ce fait le terrain à une forte voix à la Conférence de Rio+20. La séance fut levée à 22 h 45.

#### **RECOMMANDATIONS DE LA RÉUNION PRÉPARATOIRE ARABE**

Les recommandations sont divisées selon les sections suivantes: introduction; recommandations générales; progrès accomplis et lacunes dans la mise en œuvre des résultats issus des principaux sommets sur le développement durable; défis nouveaux et émergents; CIDD; et économie verte.

L'**introduction** se réfère aux préparations nationales et régionales en vue de Rio+20 et aborde, entre autres:

- le besoin d'une approche équilibrée pour réaliser le développement durable pour favoriser les liens et les interactions entre les trois piliers;
- la nécessité de réaliser le développement, prenant en considération la justice, y compris la dignité humaine et la lutte contre la pauvreté, notamment; et
- le rôle fondamental de la coopération régionale pour renforcer les programmes de développement durable, et l'importance des dimensions régionales en tant que résultats de Rio+20.

Les **recommandations générales** soulignent l'importance des principes de Rio et réaffirment, entre autres:

- les principes de responsabilités communes, mais différenciées, et la protection de l'environnement et des ressources naturelles des personnes vivant en situation d'occupation;
- les résultats issus des grandes conférences sur le développement durable, y compris l'Action 21, les OMD, le Plan de mise en œuvre de Johannesburg et le Consensus de Monterrey; et
- la nécessité d'assurer le perfectionnement et l'intégration des trois piliers du développement durable.

Concernant les **progrès accomplis et les lacunes dans la mise en œuvre des résultats issus des grands sommets relatifs au développement durable**, les recommandations, entre autres:

- notent les progrès accomplis par les pays arabes;
- notent les défis subsistants, tels que l'éradication de la pauvreté, la création d'emplois, la cohésion sociale, les droits des femmes, l'accès à l'information, les besoins des jeunes, le libre échange, le transfert de technologie, les mécanismes de financement et le renforcement des capacités;
- font appel aux pays développés afin qu'ils honorent leurs engagements envers les pays en développement;
- réaffirment l'engagement de mettre en œuvre «l'Initiative pour le développement durable dans la région arabe», adoptée en 2004;
- soulignent l'importance de favoriser et de renforcer l'intégration régionale pour soutenir la concrétisation du développement durable;



- soutiennent la participation des femmes, des jeunes, des personnes avec des besoins spéciaux, du secteur privé et de la société civile au développement et dans les processus décisionnels;
- demandent l'établissement de réseaux d'information et de données relatifs au développement durable, et la création d'un système d'information régional relatif au développement durable; et
- soulignent la nécessité de soutenir les personnes vivant en situation d'occupation pour répondre à leurs besoins en matière de développement.

À propos des **défis nouveaux et émergents**, les recommandations se rapportent entre autres:

- aux transformations sociopolitiques dans la région comme une occasion de reconsidérer les priorités de développement, notamment à travers la dimension sociale, telles que la justice sociale et la création d'emplois;
- aux nouvelles questions auxquelles est confrontée la région arabe, telles que les changements climatiques et l'adaptation, et ses impacts, incluant sur la sécurité alimentaire et de l'eau, la dégradation des terres, et l'augmentation des épisodes de sécheresse et la désertification;
- la crise financière internationale et ses répercussions, et fait appel à un système de commerce international juste et équitable qui aiderait les pays en développement à accéder aux ressources pour réaliser le développement durable, et à résoudre leurs problèmes de dette; et
- la croissance démographique et l'urbanisation sans précédent, qui requièrent des services et des infrastructures de base.

Les recommandations reliées au **CIDD** notent que tout CIDD: ne devrait pas représenter une fin en soi, mais devrait plutôt être lié à la nature des décisions qui seront convenues à la Conférence; devrait aborder les trois piliers du développement durable; et ne devrait pas imposer de nouveaux fardeaux aux pays en développement, ou créer des entraves au commerce ou des conditionnalités aux pays arabes.

Les recommandations soulignent:

- la nécessité de renforcer le cadre institutionnel international existant, et d'établir et renforcer les cadres institutionnels régionaux et nationaux;
- que le CIDD ne devrait pas utiliser les considérations environnementales comme des obstacles ou des conditions à l'aide au développement;
- la nécessité de renforcer ou d'établir des conseils nationaux pour le développement durable;
- de se concentrer sur l'activation et l'utilisation optimales des institutions existantes aux niveaux régional et international avant d'envisager la possibilité d'en créer de nouvelles; et
- l'amélioration de la coordination entre les cadres nationaux, régionaux et internationaux, et entre les agences et organes des Nations Unies.

Concernant l'**économie verte**, les recommandations notent l'absence d'une définition acceptée, mais déclarent que toute définition qui pourrait être approuvée à l'avenir serait considérée comme outil pour la réalisation, et non comme un substitut, du développement durable. Les recommandations recommandent en outre que: si un concept international de l'économie verte est adopté, une transition progressive vers une telle économie devrait être mise de l'avant conformément aux caractéristiques socio-économiques de chaque pays.

Les recommandations déclarent que tout concept éventuel de l'économie verte ne devrait pas être employé comme:

- un modèle unique à appliquer à la région dans son ensemble;
- un prétexte pour créer des entraves aux échanges commerciaux et de nouvelles normes environnementales;
- un fondement pour fournir de l'aide, notamment financière;
- un moyen de limiter les droits des pays en développement d'utiliser leurs ressources naturelles; et
- un outil pour exempter les pays développés de leurs engagements envers les pays en développement.

## RÉUNIONS À VENIR

Pour des informations sur les autres réunions prévues d'ici à la Conférence Rio+20, consulter la page Web de la CNUDD <http://www.unctad.org> ou la Base de connaissances de l'IIDD sur les politiques et pratiques en matière de développement durable <http://unctad.iisd.org/>

**Réunion préparatoire de la CNUDD pour l'Asie et le Pacifique:** La Commission économique des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique et ses partenaires convoquent une session régionale en vue de la CNUDD. **dates:** 19-20 octobre 2011 **lieu:** Séoul, République de Corée **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** [unctad2012@un.org](mailto:unctad2012@un.org) **www:** <http://www.unescap.org/esd/environment/Rio20/pages/RPM.html>

**Réunion préparatoire de la CNUDD pour l'Afrique:** La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et ses partenaires convoqueront une réunion préparatoire pour la région africaine en vue de la CNUDD. **dates:** 20-25 octobre 2011 **lieu:** Addis-Ababa, Éthiopie **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** [unctad2012@un.org](mailto:unctad2012@un.org) **www:** [http://www.uneca.org/eca\\_programmes/sdd/events/Rio20/preparatory.asp](http://www.uneca.org/eca_programmes/sdd/events/Rio20/preparatory.asp)

**Quatrième Conférence annuelle du Forum arabe pour l'environnement et le développement (FADD):** Cette conférence aborde des questions comme: Les États arabes ont-ils développé des politiques de développement économique pour la gestion durable de leurs ressources afin d'assurer la sécurité alimentaire et de l'eau? Dans quelle mesure les activités économiques et la croissance démographique affectent-elles les ressources naturelles dans les pays arabes? Les Arabes sont-ils prêts à concurrencer dans un monde à économie à faible émission en carbone? **dates:** 27-28 octobre 2011 **lieu:** Beyrouth, Liban **contact:** Secrétariat du FADD **téléphone:** +961-1-321800 **télécopieur:** +961-1-321900 **courriel:** [info@afedonline.org](mailto:info@afedonline.org) **www:** <http://www.afedonline.org>

**Deuxième réunion d'experts sur les implications commerciales de l'économie verte:** La deuxième réunion d'experts sur les implications commerciales de l'économie verte sera convoquée par la CNUCED. Elle permettra de continuer d'explorer les façons par lesquelles une économie verte, à travers une croissance menée par le commerce, pourrait devenir un instrument qui contribuera directement à répondre aux impératifs du développement durable. Les résultats seront soumis comme contribution au processus préparatif de Rio+20. **dates:** 8-10 novembre 2011 **contact:** Lucas Assunção **lieu:** Genève, Suisse **télécopieur:** +41-22-917-0247 **courriel:** [lucas.assuncao@unctad.org](mailto:lucas.assuncao@unctad.org) **www:** <http://www.unctad.org/>

**Conférence de Bonn 2011: «Les liens entre l'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire – les ressources en eau dans l'économie verte»:** Organisée par le gouvernement allemand, cette conférence poursuit deux objectifs: d'une part, développer

des solutions intersectorielles pour réaliser les objectifs liés à l'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire, et d'autre part, positionner l'interface eau, énergie et sécurité alimentaire dans le discours du processus de «Rio +20» et de «l'économie verte».

**dates:** 16-18 novembre 2011 **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** Imke Thiem, Secrétariat **téléphone:** +49-6196 79-1547 **courriel:** bonn.conference2011@giz.de **www:** <http://www.water-energy-food.org/en/home.html>

**Réunion d'experts de haut niveau sur l'utilisation durable des océans:** Cette réunion se tiendra à Monaco, en novembre. **dates:** 28-30 novembre 2011 **lieu:** Monaco **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/rio20/index.php?menu=50>

**Réunion régionale préparatoire de la CNUDD pour la région de la CEE:** La Commission économique pour l'Europe des Nations Unies et ses partenaires convoqueront une réunion régionale en vue de la CNUDD. **dates:** 1-2 décembre 2011 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.unece.org/env/SustainableDevelopment/RPM2011/RPM2011.html>

**Sommet Regard sur la terre:** Le sommet «Regard sur de la terre: Concrétiser une vision» est organisée autour du thème «Système dynamique pour maintenir l'environnement mondial sous examen». Cet événement permettra le lancement de l'initiative de renforcement du Réseau mondial d'information environnementale (RMIE) et d'aborder les principales questions politiques et techniques. **dates:** 12-15 décembre 2011 **lieu:** Abu Dhabi, Émirats arabes unis **contact:** Marije Heurter, Coordinateur de l'événement Regard sur la terre **téléphone:** +971 2 693 4516 **courriel:** Marije.heurter@ead.ae ou Eoecommunity@ead.ae **www:** <http://www.eyeonearthsummit.org/>

**Deuxième Réunion intersessions de la CNUDD:** La deuxième Réunion intersessions de la CNUDD sera organisée à la fin 2011. **dates:** 15-16 décembre 2011 **lieu:** Siège de l'ONU à New York **contact:** Secrétariat de la CNUDD **email:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/>

**23<sup>e</sup> session du Conseil des ministres arabes responsables de l'environnement (CAMRE):** On s'attend à ce que cette réunion adopte une initiative ministérielle arabe relative à l'économie verte préparée par la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale, la Ligue des États arabes et UNEP/ROWA. **dates:** 21-22 décembre 2011 **lieu:** Le Caire, Égypte **contact:** Secrétariat de la CESAO **www:** <http://www.escwa.net>

**12<sup>e</sup> Session extraordinaire du Conseil d'administration du PNUE/Forum ministériel mondial sur l'environnement:** Le Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) tiendra sa 12<sup>e</sup> session extraordinaire pour se centrer sur les thèmes de la CNUDD, à savoir l'économie verte et les questions de gouvernance environnementale internationale et les questions émergentes. **dates:** 20-22 février 2012 **lieu:** Nairobi, Kenya **contact:** Jamil Ahmad, PNUE **téléphone:** +254-20-762-3411 **télécopieur:** +254-20 762-3929 **courriel:** sgc.sgb@unep.org **www:** <http://www.unep.org/resources/gov/>

**Planète de sous pression: Nouvelles connaissances et solutions:** Cette conférence se concentrera sur les solutions au défi mondial de la durabilité. La conférence sera l'occasion de discuter des solutions pour mettre les sociétés sur la voie de la durabilité et pour fournir un leadership scientifique en vue de

la CNUDD de 2012. **dates:** 26-29 mars 2012 **lieu:** Londres, Royaume-Uni **contact:** Jenny Wang **téléphone:** +86-10-8520-8796 **courriel:** Jen.wang@elsevier.com **www:** <http://www.planetunderpressure2012.net>

**Consultations informelles de la CNUDD:** Le Comité préparatoire de la CNUDD tiendra une série de consultations informatives sur l'avant-projet de document de résultats en janvier, février, mars et avril 2012. **dates:** 16-18 janvier 2012; 13-17 février 2012; 19-23 mars 2012 et 30 avril-4 mai 2012 **lieu:** Siège de l'ONU à New York **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/rio20/>

**Troisième Réunion intersessions de la CNUDD:** La dernière réunion intersession en vue de la CNUDD sera convoquée en mars 2012. **dates:** 26-27 mars 2012 **lieu:** Siège de l'ONU à New York **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/rio20/>

**Troisième PrepCom de la CNUDD:** La troisième réunion du Comité préparatoire de la CNUDD se tiendra au Brésil immédiatement avant la Conférence. **dates:** 28-30 mai 2012 **lieu:** Rio de Janeiro, Brésil **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/>

**Conférence de l'ONU sur le développement durable:** La CNUDD marquera le 20<sup>e</sup> anniversaire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui s'est tenue à Rio de Janeiro, au Brésil. **dates:** 4-6 juin 2011 **lieu:** Rio de Janeiro, Brésil **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/>

## GLOSSAIRE

AGNU	Assemblée générale des Nations Unies
CDD	Commission des Nations Unies sur le développement durable
CESAO	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale
CIDD	Cadre institutionnel du développement durable
CNUDD	Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio 2012)
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et développement
CPD	Consommation et production durable
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
LEA	Ligue des États arabes
JCEDAR	Comité conjoint sur l'environnement et le développement
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
Rio+20	Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD)
UNEP/ROWA	Bureau régional du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour l'Asie occidentale